

Direction de la Solidarité  
Service Tarification  
des Établissements Sociaux

REÇU A LA PRÉFECTURE  
- 2 MARS 2007

2007 - 00259

ARRETE

Colmar, le DSOL

du - 1 MAR. 2007

Portant autorisation de création d'une Maison de Retraite Spécialisée (MRS) de 14 places pour personnes handicapées adultes à ALTKIRCH

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 relatifs au service public départemental d'action sociale, son article L.312-1-7 relatif aux établissements et services pour adultes handicapés, son article L.313-1 relatif à l'autorisation de création, d'extension et de transformation des établissements et services mentionnés à l'article L.312-1 et son article L.313-8-1 relatif à l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ;
- VU** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- VU** le décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de création, de transformation et d'extension d'établissement sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le décret n°2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale ;
- VU** le dossier de demande de création d'une Maison de Retraite Spécialisée de 14 places présenté par l'Association Marie Pire sise à ALTKIRCH et reconnu complet le 31 août 2006 ;
- VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en date du 17 janvier 2007 ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services du Département

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'Association Marie Pire dont le siège social est sis 2 rue de Hirtzbach à ALTKIRCH 68130, est autorisée à créer une Maison de Retraite Spécialisée (MRS) de 14 places pour personnes handicapées adultes à ALTKIRCH.

La MRS a pour mission d'assurer la prise en charge permanente de personnes handicapées vieillissantes dans la perspective du maintien des acquis et de l'autonomie.

### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'autorisation précitée est accordée pour une durée de quinze ans à compter de la notification de la décision. Son renouvellement total ou partiel est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

### **Article 3 :**

L'établissement est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale en possession d'une décision d'orientation dans ce type d'établissement de la Commission Départementale des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées et ayant fait l'objet d'une décision d'admission à l'aide sociale à ce titre.

### **Article 4 :**

L'établissement est financé par le biais d'un prix de journée pris en charge par l'aide sociale, compte tenu de la participation des résidants reversée selon les modalités en vigueur.

### **Article 5 :**

Pour permettre la fixation du tarif et l'exercice des contrôles budgétaires prévus par la réglementation en vigueur, l'Association gestionnaire produira chaque année pour la MRS un budget prévisionnel avant le 1<sup>er</sup> novembre, et un compte administratif de l'année précédente avant le 1<sup>er</sup> mai.

### **Article 6 :**

Les frais de séjour des résidants bénéficiaires de l'aide sociale seront adressés mensuellement à la Direction de la Solidarité, à terme échu et en deux exemplaires. Parallèlement, l'état des sommes encaissées à reverser au département devra être fourni en deux exemplaires au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois concerné.

### **Article 7 :**

Conformément à l'article 30 de la loi du 2 janvier 2002 précitée, l'autorisation de fonctionner est subordonnée au résultat d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1.

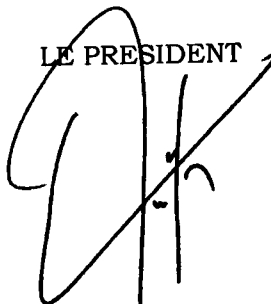
**Article 8 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

**Article 9 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de l'Association Marie Pire à ALTKIRCH et inséré dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

REÇU A LA PRÉFECTURE  
- 2 MARS 2007

LE PRÉSIDENT  
  
Charles BUTTNER

EXÉCUTÉ  
- 2 MAR. 2007  
23 MAR. 2007

Directeur Général  
Personnel  
Sopale D...  
